

LE RÔLE DE L'AGRICULTURE DANS LES MIGRATIONS RURALES-URBAINES

par Jacques Vercueil¹

Cet exposé rend compte d'études conduites dans onze pays² sur le rôle de l'agriculture dans les migrations rurales-urbaines des pays en développement. Dans quelles conditions cette tendance séculaire (800 millions de migrants depuis 1950) est-elle accélérée ou modérée par le développement agricole, et celui-ci peut-il éviter les coûts pour la société d'une urbanisation excessive ou prématurée ? Les modèles théoriques explicatifs de l'exode rural ont enrichi au cours du temps leur capacité interprétative, mais n'ont guère prêté attention au rôle spécifique de l'agriculture.

L'échantillon des pays étudiés recouvre une grande variété de situations : le revenu par tête va de 105 à 2536 \$EU 1995 ; l'urbanisation de 16 à 86% ; la population agricole représente de 33 à 116% de la population rurale³ ; la primatie (part de la ville principale dans la population urbaine totale) de 5 à 69% ; et l'élan migratoire (différence entre les taux de croissance urbain et rural) de 1.0 à 4.7%. Sur 50 ans, l'histoire de l'élan migratoire est aussi très contrastée, mais les déterminants collectifs et individuels de la migration se révèlent semblables d'un pays à l'autre, ainsi que les caractéristiques des migrants. L'exode rural fait partie d'un système de mouvements de population, entre villes ou entre régions rurales, d'ampleur comparable, et dans certains pays (Mali, Maroc, Saint Domingue) la migration internationale est également significative.

Les politiques ont un impact majeur. Les migrations ont longtemps été réprimées en Afrique du Sud, jusqu'à la fin de l'apartheid, ou en Chine, où les émigrants ruraux ne peuvent encore obtenir aisément le statut de résidents urbains. En Éthiopie, l'exode rural est fortement découragé, ce qui perpétue une extrême pauvreté rurale. Le mépris du développement agricole a accéléré l'exode rural au Ghana jusque dans les années 80, et depuis cette époque en Indonésie. Les caractéristiques sous-sectorielles du développement agricole ont un effet important sur la migration. Un développement agricole riche en emplois a ralenti l'exode rural au Chili ; des développements agricoles locaux ont entraîné au Ghana, au Mali, au Maroc, de forts déplacements de population, le plus souvent entre zones rurales, ainsi qu'un développement urbain local.

L'analyse doit embrasser l'ensemble du développement rural. La décentralisation, et l'infrastructure et les services en milieu rural, sont des facteurs de maintien de la population et de l'économie locales (Chili, Maroc). Cependant, en Inde, l'apparition d'une économie rurale non-agricole est interprétée comme résultat du marasme agricole, plutôt que comme une diversification prometteuse. En Chine au contraire, la vivace économie rurale non-agricole (« entreprises de villes et villages ») empêche que l'exode agricole ne se transforme en migration hors de la région. En Afrique du Sud, un sous-secteur « autre rural » sans base agricole prolifère comme alternative à l'émigration hors des campagnes.

Les coûts de la dys-urbanisation sont privés et publics, ceux-ci souvent cachés sous la forme de services non rendus (transports, habitat, santé et salubrité, sécurité). Il ne paraît pas que l'agriculture en tant que telle influence la primatie. En Inde particulièrement, la planification urbaine rejette les migrants dans une « périphérie dégénérée » classée comme rurale. Le taux

¹ Ancien directeur de la Division ESA de la FAO, consultant à la FAO.

² Cette recherche fait partie du projet FAO « Rôles de l'agriculture » conduit dans les pays suivants : Afrique du Sud, Chili, Chine, Éthiopie, Ghana, Inde, Indonésie, Mali, Maroc, Mexique, Saint Domingue.

³ Les pourcentages supérieurs à 100 tiennent à la définition statistique des « populations rurales ».

optimal de migration (taux auquel les avantages sociaux d'un exode supplémentaire égalent ses coûts) a été trouvé, en Ethiopie, très supérieur au taux observé, maintenu artificiellement bas.

L'agriculture joue aussi un rôle tampon contre les chocs économiques, à travers des migrations en retour ou oscillantes (Chine, Ghana), ou le renversement des flux de transferts. Ce secteur s'est aussi avéré plus résistant que d'autres dans le cas des crises financières systémiques (Indonésie, Mexique).

Pour que l'agriculture joue son rôle modérateur à l'égard d'une émigration excessive, des infrastructures et services ruraux, notamment financiers, et une agriculture profitable riche en emplois sont des éléments-clés dans un cadre d'aménagement du territoire.